

L'évolution du débat sur les SYAL : le regard d'un économiste

Denis Requier-Desjardins

DANS **REVUE D'ÉCONOMIE RÉGIONALE & URBAINE** 2010/4 octobre , PAGES 651 À 668
ÉDITIONS **ARMAND COLIN**

ISSN 0180-7307

ISBN 9782200926687

DOI 10.3917/reru.104.0651

Date de mise en ligne : 20/01/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2010-4-page-651?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'évolution du débat sur les SYAL : le regard d'un économiste*

The evolution of "Syal" debate: an economist's view

Denis REQUIER-DESJARDINS

Professeur d'Economie
LEREPS (EA 4212) – Université de Toulouse
Institut d'Études Politiques de Toulouse
BP 88526 – 2 ter, rue des Puits-creusés
31 685 Toulouse Cedex 6
denis.requier-desjardins@univ-tlse1.fr
denis.requier-desjardins@uvsq.fr

Mots-clés : SYAL, SPL, qualification, développement durable, territoire

Keywords : LAS, LPS, qualification, sustainable development, place

Classification JEL : O18, O20, Q13, Q20

* Cet article est la version remaniée d'une communication au colloque ASRDLF de Grenoble-Chambéry (2007). Je remercie notamment Bernard PECQUEUR et Jean-Marc TOUZARD ainsi que deux rapporteurs anonymes de leurs remarques et suggestions. Je reste bien entendu seul responsable du contenu.

Résumé

Cet article fait un bilan de l'approche économique de la notion de système agroalimentaire localisé (SYAL) apparu depuis environ une dizaine d'années.

Il cherche notamment à la positionner par rapport à la notion de Système Productif Local : s'agit-il d'une simple déclinaison sectorielle du concept de SPL ou identifie-t-elle des dimensions spécifiques de l'ancrage territorial. La thèse défendue est que, si les deux notions entretiennent une parenté évidente, l'analyse des SYAL fait apparaître une relation spécifique au territoire, à travers les processus de qualification des produits agroalimentaires notamment et la relation au développement durable.

Summary

This paper sets up a balance of the economic approach of the concept of Localized Agri-food System, since its emergence ten years ago. It assesses its relationship with the more general Local Productive System approach: is it a mere variety of LPS by sector or does it entail a specific relationship to place? The paper reckons that, despite proximity between the two notions, LAS analysis features a specific relationship to place, through qualification processes of food products and its link to sustainable development.

- 1 -

Introduction

Le concept de Système agroalimentaire localisé (SYAL) est apparu dans le champ de l'analyse économique¹ il y a maintenant une dizaine d'années, comme le fruit de la rencontre entre deux courants de recherche :

L'un qui s'interrogeait sur la place des petites entreprises dans l'évolution de l'agriculture et des filières agroalimentaires dans les pays en développement (LOPEZ et MUCHNIK, 1997) : en Afrique sub-saharienne la réflexion sur l'émergence de l'artisanat alimentaire et l'évolution de l'alimentation, notamment dans les villes, mettait en évidence à la fois la résistance de certains produits agroalimentaires spécifiques et la floraison de petites entreprises agroalimentaires ; dans les pays d'Amérique Latine l'agro-industrie rurale apparaissait comme un moyen de lutte contre la pauvreté et la marginalisation des agricultures familiales (BOUCHER, 1989).

L'autre qui s'interrogeait depuis la fin des années 70 sur l'émergence du territoire comme organisation productive, du fait de la prise de conscience de situations de concentration géographique de petites entreprises spécialisées relevant du même secteur productif, généralement dans l'industrie, et organisées en réseaux. Ces systèmes, d'abord qualifiés dans une perspective néo-marshallienne de districts industriels, puis par le terme plus général de Systèmes Productifs Locaux (SPL), ont été identifiés d'abord dans les pays du Nord (Italie en premier lieu) où ils tranchaient par leur compétitivité en comparaison avec la grande industrie de type « fordiste ». Ce débat est venu féconder celui sur les petites entreprises agroalimentaires, du fait de situations parallèles de concentration géographique d'activités spécialisées.

Cette double filiation est porteuse d'une interrogation : le concept de SYAL est-il une simple déclinaison de celui de système productif local, qui résulte de l'application aux territoires ruraux et au secteur agroalimentaire d'un schéma d'analyse déjà

testé pour les territoires urbains et industriels, auquel cas il n'aurait qu'un intérêt taxonomique, ou bien est-il spécifique et permet-il d'interroger la notion de territoire sur des bases nouvelles ?

C'est à cette interrogation que cet article voudrait se consacrer, en reprenant sous l'angle de l'analyse économique l'évolution des débats sur les SYAL depuis une dizaine d'années. En effet, la littérature sur les SPL fournit un point de départ commode, compte tenu de son importance dans la réflexion économique sur le territoire. Nous soulignerons d'abord la parenté des débats sur les SYAL avec ceux sur les SPL, puis nous mettrons en évidence la spécificité de la problématique des SYAL concernant la caractérisation de l'ancrage territorial des ressources et son lien aux problématiques de développement durable.

- 2 -

Un parallélisme des deux approches

Le rapprochement des deux courants cités plus haut résulte des résultats d'une Action Thématique Programmée (ATP) du CIRAD « Conditions d'émergence et de fonctionnement des entreprises agroalimentaires rurales » et du colloque qui l'a clos en 1995 et a débouché sur un ouvrage (LOPEZ et MUCHNIK, 1997) où on voit émerger l'expression Systèmes agroalimentaires localisés.

Les cas étudiés concernaient prioritairement les pays du Sud :

- d'une part, quelques expériences africaines qui concernaient d'ailleurs autant les villes² que les zones rurales,
- et, d'autre part, l'Amérique Latine, autour des expériences de développement et de promotion de l'Agro-Industrie Rurale (AIR), mises en œuvre dans le cadre du programme PRODAR de l'IICA (TARTANAC, 1998).

Les résultats de cette ATP et les contributions de l'ouvrage ont mis en évidence l'importance des petites entreprises agroalimentaires dans la structuration de l'espace, par la spécialisation des quartiers du fait de leur concentration géographique et leur appui sur des réseaux localisés, à caractéristiques sociales spécifiques, pour assurer non seulement leur fonctionnement entrepreneurial mais aussi la diffusion des savoir-faire et de l'innovation. La dimension de la relation des produits au territoire était également présente, mais encore marquée par une référence aux filières courtes et la sécurité locale des approvisionnements. Le thème de l'artisanat alimentaire par exemple, était au moins autant traité dans la perspective de l'approvisionnement des villes que de la typicité des produits. L'artisanat alimentaire et l'agro-industrie rurale en Amérique Latine étaient vus avant tout comme des activités génératrices de valeur ajoutée pour les petits paysans et donc organiquement liées à l'activité agricole.

Toutefois, un point commun apparaissait, repris d'ailleurs dans le titre de l'ouvrage tiré du colloque, celui de la référence au développement local, c'est-à-dire d'un lien géographique entre les ressources utilisées et le processus de développement. Ce lien

était présent dans la problématique de l'artisanat alimentaire (nourrir les villes par la valorisation de la production locale) et dans la problématique de l'agro-industrie rurale (combattre la pauvreté, créer des revenus en permettant la valorisation locale des matières premières agricoles).

Dans cette perspective, il apparaît que l'élément déclencheur qui a fait émerger la dynamique de recherche sur les SYAL est la prise de conscience de la multiplicité des acteurs engagés dans ces processus localisés ainsi que leur complexité, liée notamment à la différenciation des fonctions et aux relations entre les différents groupes d'acteurs. Parallèlement, un certain nombre d'éléments de spécialisation territoriale étaient acquis par la concentration géographique des activités d'un même type et constituait une base de compétitivité de ces activités. On retrouvait donc des aspects traités dans le cadre de l'analyse des SPL.

Ce rapprochement est notamment acté par l'adoption d'une définition des SYAL dès 1996 : « des organisations de production et de service (unités de production agricole, entreprises agroalimentaires, commerciales, de services, restauration) associées de par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique. Le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leurs savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations, se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée ». (CIRAD-SAR, 1996)

On peut, en effet, rapprocher cette définition :

- de la définition des « clusters » proposée par M. PORTER (1998) *"geographic concentrations of interconnected companies, specialized suppliers, service providers, firms in related industries, and associated institutions (universities, standard agencies and trade institutions) in particular fields that compete but also cooperate"*.
- De la définition des SPL de C. COURLET (2000) : « un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large du terme (entreprises industrielles, de services, centre de recherches et de formation, interfaces...) qui entretiennent entre elles des rapports d'intensité plus ou moins forte... Les rapports entre les unités sont divers et se présentent sous différentes formes : formels, informels, matériels, marchands et non marchands. Ces rapports peuvent porter sur les flux matériels, de service, de main-d'œuvre, de technologie ou encore de connaissance.... ».

Ce rapprochement fait émerger un point commun, celui d'un ensemble d'acteurs et de flux diversifiés se combinant dans une forme d'organisation géographiquement située. On remarquera, cependant, que la référence au territoire est plus affirmée dans la définition des SYAL que dans celle des SPL ou des clusters.

De fait, des débats de fond concernant les SYAL se sont structurés en parallèle ou en référence à ceux concernant les SPL :

- du fait de l'application des deux approches à l'agroalimentaire qui entraîne un recouvrement partiel des deux notions ;
- du fait de la préoccupation commune pour les processus d'innovation ;

– du fait d'évolutions parallèles dans l'identification des structures et de leur évolution due, entre autres, à leur intégration aux filières globales.

2.1. SPL et SYAL de l'agroalimentaire

Les travaux sur les SPL menés dans les années 1980 et 1990 ont touché de nombreux secteurs, textile, ameublement, machines-outils. Même s'il occupe une place assez minoritaire, le secteur agroalimentaire est loin d'avoir été complètement négligé.

Une première raison est peut-être due à l'importance des expériences italiennes dans la littérature sur les districts et les SPL. Elle a impliqué un intérêt pour les exemples de spécialisation de certains territoires italiens dans la production agroalimentaire de qualité, compte tenu de l'importance de ce type de production dans le pays³. On peut citer par exemple, une série de travaux sur des territoires comme celui de Parme, caractérisé par des produits agroalimentaires de qualité (*parmigiano*, jambon) et en même temps situé au cœur de l'Emilie-Romagne truffée de districts industriels (DE ROOST, 2000). Par ailleurs, certains travaux intègrent dans des approches comparatives multi-secteurs des SPL agroalimentaires, faisant ainsi de l'agroalimentaire un secteur parmi d'autres de développement de ces systèmes (cf. JUSTE-CARRION, 1998, sur l'exemple de la Castille en Espagne). On peut, enfin, remarquer que PORTER, initiateur du concept de cluster, que l'on peut en première analyse assimiler au concept de SPL, voire de district (SABEL, 2002), prend comme exemple de cluster le *California wine cluster* qui renvoie à une activité agroalimentaire.

On peut dès lors se demander pour quelle raison il y a eu, en quelque sorte, autonomisation du concept de SYAL. On peut être tenté de répondre que le collectif de chercheurs travaillant sur les SYAL ne s'intégrait pas au départ aux réseaux scientifiques travaillant sur les SPL. Une des raisons de cet état de fait est certainement que le concept de SYAL se soit d'abord référé aux pays du Sud et que ses initiateurs aient d'abord été des économistes du développement et des économistes agroalimentaires (quand ils étaient économistes). Cette focalisation sur le Sud a pu impliquer, par ailleurs, la mise en évidence de certaines caractéristiques spécifiques de ces SYAL concernant, en particulier, le rôle moins important des pouvoirs publics locaux et des structures d'interface du fait de leur moins grande efficacité, et le rôle plus déterminant d'institutions « traditionnelles » et de réseaux spécifiques (cf. FOURNIER, 2002, sur le gari). Mais ces différences pouvaient apparaître comme contingentes.

De plus son application aux pays du Nord est revendiquée par certains travaux effectuée dans le cadre du GIS SYAL : par exemple, FOURCADE *et al.* (2005) aboutissent à une démarche proche de celle en termes de SPL ou de district : l'étude réalisée par le GIS SYAL pour la DATAR en 2005, est d'ailleurs intitulée « systèmes productifs localisés dans le domaine agroalimentaire » et FOURCADE (2006) définit les SYAL comme des « systèmes productifs localisés œuvrant dans les activités agroalimentaires ».

Enfin, l'existence d'indications géographiques gérées territorialement a également entraîné l'émergence d'une littérature sur les systèmes d'IGP, dont la parenté avec

l'approche des SYAL est évidente, mais qui renvoie plutôt à la notion de SPL. Tel est le cas par exemple, d'un ensemble de contributions au séminaire du Mans en 2000 "*The socio-economics of Origin labelled product in agri-food supply chains : spatial institutional and coordination aspect*", notamment dans l'atelier « "*Spatial economics and origin labelled products*" (BELLETTI, 2000 ; DE ROEST, 2000 etc.) qui ne font pas référence au concept de SYAL mais plutôt à celui de SPL

Au terme de ce premier bilan, on doit reconnaître que les SYAL semblent devoir être définis comme des SPL agroalimentaires et on peut même avancer que le terme de système agroalimentaire localisé est venu qualifier a posteriori une série de cas empiriques de systèmes productifs locaux en agroalimentaire.

2.2. Une conception commune du rôle de la territorialisation de l'innovation

Le débat sur les systèmes productifs locaux a fait une large part à la thématique de l'innovation, pour les raisons suivantes :

En premier lieu, il est né en partie de la thématique des « milieux innovateurs » qui a mis en évidence la capacité de certains territoires à générer de l'innovation et à la diffuser au sein de réseaux d'acteurs territorialisés.

En second lieu, les avancées en économie de l'innovation dans les années 80 et 90, notamment dans la perspective ouverte par la théorie évolutionnaire (NELSON et WINTER, 1982) ont mis en évidence la distinction entre connaissance tacite et connaissance codifiée. La proximité des acteurs dans les territoires des SPL est apparue comme un facteur de développement de la connaissance tacite, et, partant, du caractère intrinsèquement situé des processus d'innovation.

Enfin, la compétitivité des districts et des SPL est apparue essentiellement assurée par une capacité d'innovation plus grande par rapport à l'industrie « fordiste », que ce soit au plan des procédés, des modes d'organisation, ou des innovations produits, avec notamment une capacité plus grande d'assurer la variété et l'adéquation aux besoins très divers des marchés.

La référence à l'innovation et à la territorialisation des savoir-faire, concernant en l'espèce la transformation des produits agroalimentaires, est apparue également très importante dans le débat sur les SYAL.

– En premier lieu, les petites entreprises alimentaires des zones urbaines se sont révélées capables d'innovation en termes de produits pour répondre aux nouveaux besoins des urbains, par exemple en Afrique sub-saharienne, de même que l'agro-industrie rurale a pu proposer de nouveaux produits, ou trouver de nouveaux marchés à des préparations traditionnelles.

– En second lieu, la référence à la typicité des produits concernés (attiéké, gari, panela) renvoie également à la référence à la variété, renforçant la critique de d'homogénéisation et d'occidentalisation des modes urbains de consommation (REQUIER-DESJARDINS, 1989). Ce maintien relatif des caractéristiques identitaires de

l'alimentation, y compris dans des milieux urbains est un élément important de territorialisation des savoir-faire agroalimentaire.⁴

– En troisième lieu, beaucoup de cas de SYAL font référence à une technologie agroalimentaire traditionnelle qui bénéficie d'innovations spécifiques au plan de la technologie⁵. Leur mode de diffusion fait intervenir la proximité géographique et institutionnelle sur les territoires concernés.

– Enfin, on retrouve dans un certain nombre de cas développés l'importance des structures d'interface et de diffusion de la technologie⁶.

On constate, toutefois, dans le cas des SYAL, une prédominance des innovations-produit autour de la valorisation de la typicité, qui vise à développer le marché à travers la qualification de ces produits ainsi que des innovations associées dans les modes de consommation (réhabilitation du queso mantecoso au Pérou, nouvelles formes de consommation de fromage sur les plages au Brésil, etc.).

2.3. Différenciation, complexification, multifonctionnalité : une évolution commune des caractéristiques

Compte tenu de ces éléments, les dynamiques d'évolution des SPL et des SYAL présentent de nombreux points communs. Ceux-ci tiennent à la tendance à la différenciation des acteurs et la complexification des fonctions, notamment par la production d'un certain nombre de biens publics territorialisés, ce qui renvoie à la thématique de la multifonctionnalité. Ces tendances aboutissent en fait à une évolution parallèle de la définition de ces systèmes.

La dualité introduite par COLLETIS et PECQUEUR (1993) entre ressources génériques et actifs spécifiques qui conduit à faire de ces actifs spécifiques le fondement de la compétitivité des SPL et des territoires, s'applique au SYAL. Corrélativement, la question de la transformation des ressources en actifs spécifiques par un processus d'activation et celle de la différenciation des acteurs au sein de ces systèmes, notamment par le contrôle différencié de ces ressources, sont communes aux SPL et aux SYAL (BOUCHER, 2004, en particulier). Elle peut conduire dans les deux cas à mettre en évidence des effets de domination internes au système, en particulier pour les acteurs en liaison avec les acteurs externes : la problématique des « agents d'exportation », c'est-à-dire les acteurs qui ont un lien privilégié avec l'extérieur du système et notamment l'accès au marché, est commune aux deux approches.⁷

L'impact du contexte de globalisation sur la résilience des systèmes, qui s'accompagne dans les deux cas, d'une approche taxonomique (ALTENBURG et MEYER-STAMER, 1999 ; GIULIANI et RABELLOTTI, 2005), visant à définir des catégories en fonction de leur plus ou moins grande insertion dans les filières globales, est également un point commun. CORREA (2005) introduit par exemple, ce critère dans sa tentative de typologie des SYAL. Certes, le niveau d'insertion est différent dans les deux cas, les produits des SYAL dépassant rarement le cadre du marché national. Mais la modification profonde du contexte des marchés nationaux dans un cadre de globalisation, marquée, par exemple, par l'émergence de la grande distribution et de ses normes

qui s'imposent au producteur (REARDON et TIMMER, 2005) renforce la pertinence d'une typologie des SYAL en fonction de leur capacité à s'insérer dans les systèmes d'approvisionnement dominés par de grands groupes transnationaux. Ce point est notamment soulevé par BOUCHER (2004) à propos de Cajamarca.

Enfin et surtout, le passage d'une conception très spécialisée des SYAL à une conception qui met en relief l'articulation de plusieurs activités au sein d'un système localisé rappelle les débats sur les SPL, marqué en particulier par l'autocritique de SABEL (2001) sur le « romantisme » de la conception première artisanale des districts. Celui-ci met en évidence le fait que les districts regroupent des activités relevant de secteurs différents, mais qui peuvent avoir recours au même type de connaissance intermédiaire entre la connaissance tacite « artisanale » et la connaissance codifiée, ce qu'il appelle un *pidgin*. Les SYAL se définissent également par un complexe d'activités mais le lien entre elles est plus souvent assuré par le partage d'une caractéristique de qualité territoriale, conformément au modèle du « panier de biens » développé par PECQUEUR (2002)⁸.

En tout état de cause, cependant, la mise en parallèle des débats sur les SPL et les SYAL fait émerger dans le cas des SYAL une référence plus marquée à la notion de territoire. Ceci est d'autant plus important à noter que le débat sur l'économie des proximités, qui a absorbé en quelque sorte la problématique des SPL, a fait émerger une prudence de plus en plus affirmée vis-à-vis de la référence au territoire, considérée comme découlant d'un postulat : le territoire pour cette approche n'émerge finalement que de manière relativement contingente du jeu des proximités, lorsqu'il y a cohérence entre les effets de la proximité géographique et ceux de la proximité organisée. La proximité géographique voit d'ailleurs son rôle minimisé par un certain nombre de contributions du courant de la proximité (RALLET et TORRE, 2000), dans la mesure où prédomine de plus en plus dans ce courant une approche relationnelle de la proximité (BATHELT, 2006). Par exemple, RALLET et TORRE (2005) introduisent l'idée d'une tension entre proximité organisée et proximité géographique. BOSCHMA (2005), s'intéressant aux relations entre proximité et innovation, signale dans le même esprit que la proximité géographique peut entraîner un certain verrouillage de la technologie et une relative fermeture aux idées nouvelles. BATHELT (2005) insiste sur la nécessaire combinaison des relations internes et externes pour les acteurs du cluster pour alimenter la trajectoire d'innovation. Les trajectoires d'innovation territorialisées sont ainsi replacées dans une perspective évolutionnaire (BOSCHMA et FRENKEN, 2006 ; BOSCHMA et MARTIN, 2007), dans laquelle la proximité géographique peut être un facteur d'épuisement de la trajectoire technologique. Dans un autre ordre d'idées, TORRE et CARON (2005) étudient quant à eux l'impact négatif de la proximité géographique sur le développement des conflits d'usage dans les zones rurales, affectant l'usage des ressources naturelles.

Dans ces conditions le rapport au territoire ne pourrait-il donc pas constituer un élément de spécificité des SYAL par rapport au SPL ? C'est ce que nous allons envisager maintenant.

- 3 -

Les SYAL : une problématique spécifique autour de la qualification et du développement durable

Si l'on s'interroge sur la spécificité des SYAL par rapport au SPL, on peut effectivement partir des spécificités du secteur agroalimentaire par rapport aux autres secteurs. Dans cet ordre d'idées deux caractéristiques fortes émergent :

- Ils renvoient à des produits et des services pour lesquels il y a de fortes caractéristiques symboliques et une proximité physique avec le consommateur, les deux étant liées (FISCHLER, 1993), ce qui pose sous un jour particulier le problème de la qualification des produits et des services et sa relation au territoire.
- En tant qu'activité agroalimentaire, ils ont un lien avec les ressources naturelles et l'usage de la biodiversité, qui positionne le concept dans les débats sur le développement durable (REQUIER-DESJARDINS et RODRIGUEZ-BORRAY, 2004). Or, l'ancrage territorial des ressources de la biodiversité est souligné à travers l'origine écologique du concept de territoire et les débats sur la conservation des ressources naturelles font émerger la dimension territoriale des dispositifs de conservation.

Ces deux caractéristiques renvoient à une relation spécifique avec la dimension territoriale des SYAL, comme nous allons l'illustrer maintenant en revenant successivement sur le lien entre SYAL et qualification et celui entre SYAL et développement durable.

3.1. SYAL et qualification : une relation complexe

Même si le débat sur l'économie de la qualité en agroalimentaire (NICOLAS et VALCESCHINI, 2002 ; SYLVANDER, 1997 ; ALLAIRE, 2003, entre autres) s'est développé indépendamment de celui sur les SYAL, les deux questionnements se sont assez vite retrouvés étroitement associés. Alors que dans les premières contributions l'existence de SYAL ne produisant pas des produits qualifiés ou même pas des produits de consommation était soulignée, la dimension de la qualification est devenue de plus en plus importante.

On peut citer par exemple, le cas de l'amidon aigre de manioc en Colombie, produit par un ensemble d'unités de production concentrées dans la région de Santander de Quilichao. Dans la mesure où il s'agit d'un input intermédiaire, on a pu retenir cet exemple comme celui d'un SYAL sans relation directe avec une problématique de qualification au niveau de la consommation. Toutefois, dans la mesure où l'amidon aigre est utilisé dans tout le pays en boulangerie pour la fabrication de produits très spécifiques comme le *pan de yuca* ou le *pan de bono*, il apparaît déterminant dans la qualification d'un produit typique colombien (*pan de yuca*)⁹.

Plus largement les exemples de SYAL qui ont pu être analysés (CORREA, 2004) concernent dans une large mesure la production de produits dont la typicité renvoie plus ou moins à une identité alimentaire propre au lieu ou à une origine territoriale. L'application du concept au Nord et spécialement en France s'est fait souvent autour

de problématiques de qualification liées à l'origine, notamment sous la forme d'IGP ou d'AOP.

Cette conjonction des deux problématiques paraît logique pour au moins deux raisons :

– L'établissement de la qualité se fait soit par la cristallisation d'une image de qualité liée à la réputation née d'une convention « domestique » ou par un « signe de qualité » qui relève plutôt d'une convention « industrielle » (SYLVANDER, 1997). Or, ces éléments, lorsqu'ils se réfèrent à un territoire donné, constituent par essence des ressources locales, que seul un processus de développement local peut activer, notamment en faisant de l'origine territoriale une caractéristique de qualité du produit, moyen de réduction de l'élasticité de substitution de leur production spécifique et donc base d'une trajectoire autonome de développement local.¹⁰

– Cet établissement suppose une action collective, mise en œuvre par des acteurs du territoire, pour la fourniture et le contrôle des ressources locales ancrées territorialement. Celles-ci peuvent être considérées comme des biens publics à l'échelle du territoire autour du processus de qualification : la mise en œuvre de dispositifs d'exclusion autour de ces biens publics peut les faire considérer comme des « biens de club » (TORRE, 2002, sur les labels AOC). On peut évidemment citer l'exemple des syndicats d'AOC en France, mais d'autres exemples peuvent être relevés dans les SYAL des pays du Sud¹¹. Il contribue donc au renforcement des réseaux locaux d'entreprises qui définissent un SYAL. Ceci est d'ailleurs vrai même quand l'action collective n'a pas pour but l'établissement d'un signe de qualité lié à l'origine territoriale, mais, par exemple, un signe de qualité liée à la durabilité sociale ou environnementale.¹²

La qualification par l'origine, ou même la qualification par les caractéristiques du processus de production, semble donc déboucher inévitablement, lorsqu'on s'interroge sur les trajectoires de développement rural qu'elle sous-tend, sur une « approche SYAL », si du moins on la définit par une activation de ressources spécifiques locales par le biais de l'action collective d'acteurs ancrés territorialement : elle suppose l'action collective et l'effet de qualification du territoire constitue une ressource activée.

Cet élément de qualification territoriale se fait essentiellement par la demande, c'est-à-dire par la reconnaissance comme un élément « objectif », ou à tout le moins objectivé, de la qualité territoriale par le consommateur. On pourrait dès lors considérer que son importance dans les SYAL traduit simplement le fait que les filières agroalimentaires sont pilotées par l'aval (*buyer's driven*, au sens de GEREFFI, 1999) : le maillon dominant de la filière est constitué par la distribution parce que la diffusion de l'information auprès du consommateur constitue un actif stratégique. Ce serait donc un facteur spécifique de résilience du système territorial, qui permet l'expression d'une caractéristique de qualification vis-à-vis du consommateur, élément que l'on ne retrouverait pas dans des SPL opérant dans des secteurs industriels pilotés par l'amont (*producer's driven*) et notamment par la recherche/développement : dans ces secteurs en effet, ces SPL sont généralement dans des positions de sous-traitants¹³. Toutefois les SYAL se distinguent aussi des SPL opérant dans des filières *buyer's driven*, comme le textile, dans la mesure où la qualification par la demande dans ces secteurs

ne passe pas habituellement par l'identification de l'origine de la matière première ou du caractère « situé » du processus de production.¹⁴ Le lien entre qualification par la demande et spécificité de la relation au territoire ne renvoie donc pas uniquement aux caractéristiques de la filière, mais bien à la relation particulière du consommateur au produit alimentaire qui fait émerger la dimension symbolique et identitaire de la typicité des produits.

La référence au processus de qualification par le territoire fournit par ailleurs une justification supplémentaire à la diversification des activités au sein des SYAL, que l'on ne retrouve pas dans les SPL : la qualification territoriale peut concerner un « panier de biens » (PECQUEUR, 2002) qui définit une « rente de qualité territoriale ». Cela suppose l'articulation de différentes activités au sein d'un même système. On peut en voir l'illustration dans l'articulation de plus en plus prégnante entre activités agroalimentaires et activités touristiques au sein des SYAL¹⁵. On rappellera d'ailleurs que la constitution du « panier de biens » est également réalisée par la demande qui opère une sélection entre les produits d'un territoire donné (les Baronnies chez PECQUEUR, 2002), seuls certains bénéficiant de la prime liée à la qualité territoriale par laquelle ils se voient reconnaître la caractéristique commune de qualité territoriale.

Au total, cette importance des processus de qualification territoriale dans la dynamique des SYAL doit nous conduire à souligner le caractère patrimonial du lien entre l'activité et les acteurs du SYAL : les activités du SYAL, centrées sur la valorisation de la typicité des produits et des services territorialisés, expriment l'identité propre du territoire, une identité reconnue et qualifiée par les consommateurs. De ce fait, se pose la question du maintien de cette identité dans la durée, c'est-à-dire de la conservation du patrimoine, ensemble d'actifs et d'institutions référés à un titulaire, individuel ou collectif, dont il exprime l'identité (BARRÈRE, 2005). On retrouve là une problématique posée dans le champ du développement durable, celle de la conservation du patrimoine naturel, mais aussi culturel. Les SYAL se situe de ce point de vue à l'articulation de ces deux formes de patrimoine.

3.2. SYAL et développement durable

La question du développement durable n'est pas apparue d'entrée de jeu comme un élément fondamental de la problématique SYAL même si la référence au développement local de territoires marginalisés et fragiles la posait implicitement dès les premières contributions.

La liaison de l'activité agroalimentaire et de l'utilisation des ressources naturelles vivantes et de la biodiversité implique, cependant, un enjeu pour les SYAL en termes de développement durable. Cet enjeu est double selon que l'on se situe du point de vue des SYAL ou de la conservation des ressources.

Du point de vue des SYAL, on doit remarquer que la qualification des produits passe par la qualification des ressources vivantes utilisées dans le processus de production : les SYAL contribuent donc à la préservation de la biodiversité. Ils sont notamment censés permettre le maintien d'une certaine biodiversité en valorisant par

la transformation la spécificité des espèces vivantes (races locales, types de pâturage) ou en promouvant des techniques douces pour l'environnement. En même temps, s'ils impliquent une spécialisation trop concentrée, ils peuvent générer des impacts négatifs sur l'environnement : certaines activités centrées sur la « typicité » peuvent avoir des conséquences dommageables, on peut citer le cas de la déforestation dans le cas de la Panela en Colombie (REQUIER-DESJARDINS et RODRIGUEZ-BORRAY, 2004)¹⁶, ou celui des dangers de la monoculture du quinoa « bio-équitable » sur l'altiplano bolivien (CARIMENTRAND, 2008)¹⁷. Le débat sur les externalités positives ou négatives de l'agriculture, qui renvoie au thème de la multifonctionnalité peut donc s'étendre à la problématique des SYAL à travers l'articulation des activités autour d'un processus de qualification territoriale: les SYAL comme organisation productive peuvent être considérés comme multifonctionnels (RODRIGUEZ-BORRAY, 2006).

Du point de vue de la préservation de la biodiversité, la montée en puissance de l'approche patrimoniale de la conservation, qui s'exprime notamment par le transfert de gestion aux populations locales des aires de conservation et plus largement du processus de conservation lui-même, pose le problème de la valorisation économique de la biodiversité et des ressources vivantes par les populations qui en ont la charge (AGRAWAL, 2002). On constate ainsi que certaines problématiques en économie des ressources naturelles, comme le débat sur la gestion des ressources communes et les territoires de conservation par exemple, conduisent à retrouver des approches SYAL, tant autour de la qualification que de l'activation des ressources par l'action collective (REQUIER-DESJARDINS, 2005)¹⁸. Or, la conservation de la biodiversité, lorsqu'elle passe par la conservation des écosystèmes, a une dimension territoriale par définition, puisque le territoire est d'abord un concept écologique en référence à la dynamique des populations animales.

L'articulation de l'approche SYAL avec les problématiques de la gestion des ressources vivantes repose également sur son intégration de la dimension patrimoniale. En effet, les approches participatives de la conservation insistent sur la prise en compte du patrimoine naturel et la référence à la préservation de l'identité culturelle, donc du patrimoine culturel, des populations concernées, souvent des populations « indigènes », porteuses de savoirs spécifiques sur les écosystèmes et donc sur les processus de production conduisant à leur valorisation économique.

Ces différents éléments contribuent à faire de l'approche SYAL, dans la mesure où elle insiste, pas simplement dans sa dimension économique, mais aussi dans sa dimension anthropologique (MUCHNIK, 2006), sur la relation identitaire de l'activité avec le territoire, donc sur son caractère patrimonial, une approche des trajectoires de développement durable au plan des territoires ruraux.

- 4 -

Conclusion

Ce bilan de l'évolution du débat sur les SYAL nous conduit à souligner le rapport très spécifique de ces systèmes à l'ancrage territorial, basée sur la qualification des territoires par la demande. Cette spécificité mérite d'autant plus d'être soulignée qu'elle va à l'encontre d'une tendance aujourd'hui dominante dans le cadre de « l'économie des proximités », que l'on peut considérer comme l'héritière des courants qui se sont intéressés au SPL : elle est conduite à relativiser la référence au territoire, considéré comme « postulé », et plus largement le rôle de la proximité géographique. Or, dans le cas des SYAL, le territoire tend à être, du fait de l'ancrage territorial par la qualification, et de la relation patrimoniale qui fonde cet ancrage, une variable beaucoup plus endogène et qui n'est donc pas « postulée ».

Cette spécificité a un écho dans les réponses que l'on peut apporter à certaines questions que posent d'autres contributions à ce dossier.

La nature multi scalaire des dynamiques territoriales prend un relief particulier s'agissant des SYAL, en comparaison des SPL ou des districts, souvent référés à un territoire urbain d'un seul tenant et défini sans ambiguïté. Les analyses des SPL, en effet, se plaisent souvent à souligner la concentration importante dans un espace relativement réduit. Dans le cas des SYAL, la notion de concentration géographique, du fait de la dispersion inhérente aux territoires ruraux doit être relativisée : les limites spatiales des SYAL peuvent être larges et parfois concerner toute une région, ou simplement des micro-bassins dans une région, constituant un territoire en archipels : le territoire fromager de Cajamarca par exemple, peut être considéré comme un archipel. Par ailleurs, si le lien à la ruralité contribue à définir le rapport au territoire, le territoire pertinent des SYAL n'est pas forcément exclusivement rural : les villes peuvent faire partie du territoire d'un SYAL et y jouer un rôle pivot, ne serait-ce que parce qu'elles abritent souvent les « agents d'exportation » ou les acteurs dominants des SYAL (les fromagers dans le cas de Cajamarca, par exemple). Enfin, le lien avec la problématique de la « nouvelle ruralité » est fort à travers notamment la contribution des SYAL à la multifonctionnalité (RODRIGUEZ-BORRAY, 2006).

En ce qui concerne la coordination autour des ressources dans le cas des SYAL, si la construction des ressources en tant que processus renvoie à l'activation, cette dernière concerne à la fois des ressources naturelles et des ressources à caractère fortement patrimonial. La patrimonialisation provient de l'importance du rapport identitaire à l'alimentation ou de la perception d'une caractéristique de qualité territoriale. Plus précisément la patrimonialisation des ressources naturelles en fait des ressources spécifiques, en particulier parce que le patrimoine n'est pas assimilable à un capital. En même temps ces ressources patrimoniales sont susceptibles de valorisation. Par ailleurs, l'activation des ressources dans les SYAL est souvent liée à des enjeux environnementaux et le SYAL peut être considéré comme une forme de coordination territoriale spécifique avec des effets sur la durabilité du développement local. L'approche SYAL peut d'ailleurs être articulée à la réflexion sur les aires naturelles protégées et les territoires de conservation.

Quant à la position des acteurs dans ces processus de coordination, les réseaux d'acteurs sont marqués par la question de la place des agriculteurs en leur sein, alors

que les SYAL sont souvent dominés par d'autres types d'acteurs (transformateurs, par exemple). Par ailleurs, les consommateurs peuvent être des acteurs du système, notamment autour de la construction de la qualité et des signes de qualité, avec un effet de leur proximité géographique comme dans le cas de la valorisation par le tourisme local.

Ainsi se voit confirmée la spécificité du concept de SYAL qui conditionne son potentiel heuristique dans un ensemble croissant de problématiques.

Bibliographie

- AGRAWAL A., 2001, "Common property institutions and sustainable governance of resources", *World Development*, vol. 29, n°10, pp 1649-1672.
- ALLAIRE G., 2003, "Quality in Economics: a cognitive perspective", in M. HARVEY, A. MC MEEKIN, A. WARDE (eds), *Theoretical Approaches to Food Quality*, Manchester University Press.
- ALTENBURG T., MEYER-STAMER J., 1999, "How to Promote Clusters: Policy Experiences from Latin America", *World Development*, vol. 27, n°9, The American University, Washington, pp. 1693-1713.
- BARRERE C., 2005, « Les économistes face à l'objet patrimoine », in C. BARRERE, D. BARTHELEMY, M. NIEDDU, F.D. VIVIEN (eds.), *Réinventer le patrimoine : de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine*, l'Harmattan, Paris.
- BATHELT H., 2005, "Cluster relation in the media industry: exploring the distanced neighbour paradox in Leipzig", *Regional Studies*, vol. 39, n°1, pp. 105-127.
- BATHELT, H., 2006, "Geographies of Production: Growth Regimes in Spatial Perspective 3 - Toward a Relational View of Economic Action and Policy", *Progress in Human Geography*, vol. 30, pp. 223-236.
- BELLETTI G., 2000, "Origin labelled products, reputation and heterogeneity of firms", *Actes et communications*, n° 17-1 INRA-ESR.
- BOM-KONDE P., MUCHNIK J., REQUIER-DESJARDINS D., 1995, « Diffusion des savoir-faire et des produits : la transformation du manioc et du maïs au Sud et à l'Ouest du Cameroun (coll.) », *Cahiers de la Recherche-Développement*, n° 40, Montpellier.
- BOSCHMA R., 2005, "Proximity and innovation: a critical assessment", *Regional Studies*, vol. 39, n°1, pp. 61-74.
- BOSCHMA R., FRENKEN K., 2006, "Why is economic geography not an evolutionary science? Towards an evolutionary economic geography", *Journal of Economic Geography*, vol. 6, n°3, pp. 273-302.
- BOSCHMA R., MARTIN R., 2007, "Constructing an evolutionary economic geography", *Journal of Economic Geography*, vol. 7, n°5, pp. 537-548.
- BOUCHER F., 1989, *La Agroindustria Rural, su papel y sus perspectivas en las economías campesinas*, Cuadernos de agroindustria rural. Doc. Esp. 1. RETADAR-CELATER-IICA, 60 p.
- BOUCHER F., 2004, *Enjeux et difficultés d'une stratégie d'activation des concentrations d'agro-industries rurales. Le cas des fromageries rurales de Cajamarca (Pérou)*, thèse pour le doctorat de Sciences Economiques, Université de Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines.
- BOUCHER F., REQUIER-DESJARDINS D., 2005, "La concentración de las queserías rurales de Cajamarca: retos y dificultades de una estrategia colectiva de activación", *Agroalimentaria*, n°21, Universidad de los Andes, Mérida, Venezuela.
- CACERES Z., CARIMENTRAND A., 2004, « Globalisation et agriculture biologique, la filière quinoa biologique en Bolivie », Colloque International AIEA2/ SCAE *Développement durable et globalisation dans l'agroalimentaire*, 23-24 août, Université Laval, Québec.

- CARIMENTRAND A., 2008, *Les enjeux de la certification biologique et équitable du quinoa (chenopodium quinoa willd) : du producteur au consommateur*, thèse pour le doctorat de Sciences Economiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- CERDAN C., SAUTIER D., 1998, « Systèmes localisés de production de fromage au Nord-Est du Brésil: le cas de Gloria (Sergipe) », Communication à l'atelier *Réseaux locaux d'entreprises agroalimentaires : règles d'action et critères d'évaluation dans les dynamiques territoriales*, cycle SYAL et construction de territoires INRA-SAD/CIRAD-TERA/CNEARC.
- COLLETIS G., PECQUEUR B., 1993, « Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3, pp. 459-508.
- COURLET C., 2000, *Districts industriels et systèmes productifs localisés (SPL) en France*, Rapport final, DATAR, Paris.
- CORREA C., 2004, *Analyse comparée de 9 cas d'agro-industrie rurale en Amérique Latine*, Mémoire de Master, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- DE ROEST K., 2000, "The dynamics of the Parmigiano-Reggiano production systems", *Actes et communications*, n°17-1 INRA-ESR.
- FISCHLER C., 1993, *L'Homnivore*, Le Seuil, Paris.
- FOURCADE C., 2006, « Des dynamiques de proximité innovantes : le cas des SYAL en France », communication au colloque ALTER (*Alimentación y territorios*), Baeza, octobre.
- FOURCADE C., MUCHNIK J., TREILLON R., 2005, *Système de production localisée : le cas de l'agroalimentaire*, Rapport du GIS SYAL pour le MAPAAR et la DATAR, Paris.
- FOURNIER S., 2002, *Dynamiques de réseaux, processus d'innovation et construction de territoires dans la production agroalimentaire artisanale. Etude de cas autour de la transformation du gari de manioc et de l'huile de palme au Bénin*, thèse pour le doctorat de Sciences Economiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- GEREFFI G., 1999, "International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain", *Journal of International Economics*, vol. 48, n°1, pp. 37-70.
- GIULIANI E., PIETROBELLI C., RABELLOTTI, R., 2005, "Upgrading in Global Value Chains: Lessons from Latin American Clusters", *World Development*, vol. 33, n°4, pp. 549-573.
- JUSTE-CARRION J. J., 1998, « Systèmes productifs locaux et marché global : le cas de Castilla et Leon », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°5, pp 749-764.
- LOPEZ E., MUCHNIK J., 1997, « Petites entreprises agroalimentaires : émergence et développement local », in E. LOPEZ, J. MUCHNIK, (dir.), *Petites entreprises et grands enjeux: le développement agroalimentaire local*, tome 1, l'Harmattan, Paris, pp 19-32.
- LOPEZ E., MUCHNIK J., 1997, « A la recherche de l'entreprise perdue. Le cas de la transformation de céréales à Maroua », in E. LOPEZ, J. MUCHNIK, (dir.), *Petites entreprises et grands enjeux: le développement agroalimentaire local*, tome 1, l'Harmattan, Paris, pp 28-47.
- LUCAS R., 1988, "On the mechanics of economic development", *Journal of Monetary Economics*, vol. 22, n°1, pp. 3-42.
- MUCHNIK J., 2006, "Sistemas agroalimentarios localizados: evolución del concepto y diversidad de situaciones", conférence au Colloque ALTER (*Alimentación y territorios*), Baeza, octobre.
- NELSON R., WINTER S., 1982, *An evolutionary theory of economic change*, Harvard University Press, Cambridge.
- NICOLAS A., VALCESHINI E., 2002, *Agroalimentaire: une économie de la qualité*, ESTEM, Paris.
- PECQUEUR B., 2001, « Qualité et développement rural : l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés », *Economie Rurale*, n°261, pp. 37-49.
- PORTER M., 1998, "Clusters and the new economics of competition", *Harvard Business Review*, nov-déc, pp. 77-90.
- RALLET A., TORRE A., 1999, "Is geographical proximity necessary to the innovation networks in era of global economy?" *Geojournal*, vol. 49, n°4, pp. 373-380.
- RALLET A., TORRE A., 2005, "Proximity and localisation", *Regional Studies*, vol. 39, n°1, pp. 47-59.

- REARDON T., TIMMER C.P., 2005, "Transformation of Markets for Agricultural Output in Developing Countries since 1950: How Has Thinking Changed?" in R.E. EVENSON, P. PINGALI, T.P. SCHULTZ (eds), *Handbook of Agricultural Economics, Agricultural Development: Farmers, Farm Production, and Farm Markets*, vol.3A, Elsevier Press, Holland.
- REQUIER-DESJARDINS D., 1989, *L'alimentation en Afrique : manger ce que l'on peut produire*, Karthala, Paris.
- REQUIER-DESJARDINS D., 2005, « La valorisation économique de la biodiversité, ancrage territorial et gouvernance de filière », *Liaisons Energie Francophonie*, n° 66-67, spécial Economie de l'environnement et des ressources naturelles, IEPF, Québec, pp. 77-81.
- REQUIER-DESJARDINS D., BOUCHER F., CERDAN C., 2003, "Globalisation, competitive advantages and the evolution of production systems: rural food processing and localised agri-food systems in Latin-American countries", *Entrepreneurship and Regional Development*, vol. 15, n° 1, p 49-67.
- REQUIER-DESJARDINS D., RODRIGUEZ-BORRAY G., 2004, "Environmental impact of panela food-processing industry: sustainable agriculture and local agri-food production systems", *International Journal of Sustainable Development*, vol.7, n°3, pp. 237-256.
- REQUIER-DESJARDINS D., RODRIGUEZ-BORRAY G., 2002, *Evaluation environnementale de l'agro-industrie de la panela en Colombie : une mesure de son impact et des effets des innovations technologiques*, Rapport scientifique annexé au rapport final d'exécution de l'Action ECOS franco-colombienne 97 PCF07, janvier.
- RODRIGUEZ-BORRAY G., 2006, "La multifuncionalidad de los sistemas agroalimentarios locales en zonas rurales de países en desarrollo: el caso de la agroindustria panelera en Colombia", in A. ALVAREZ, F. BOUCHER, F. CERVANTES ESCOTO, A. ESPINOZA, J. MUCHNIK (eds.) *Agroindustria rural y territorio, (tomo 1): los desafíos de los sistemas agroalimentarios localizados*, UAEMEX, Toluca.
- SABEL C., 2001, "Diversity not specialization: the ties that bind the new industrial district", communication à la conférence *Complexity and industrial clusters: dynamics and models in theory and practice*, Fondation Montedison, Milan, 19-20 juin.
- SYLVANDER B., 1997, « Le rôle de la certification dans les changements de régime de coordination : l'agriculture biologique, du réseau à l'industrie », *Revue d'Economie Industrielle*, vol. 80, 2^{ème} trimestre, pp. 47-66.
- TALLEC F., 2004, *Construction de la qualité et valorisation des exportations : cas de l'intégration régionale des céréales sèches du Mali*, thèse pour le doctorat de Sciences Economiques, Université de Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines.
- TARTANAC F., 1998, « L'agro-industrie rurale en Amérique Latine: dynamiques de changement et développement local », in E. LOPEZ, J. MUCHNIK, (dir.), *Petites entreprises et grands enjeux: le développement agroalimentaire local*, tome 1, l'Harmattan, Paris, pp. 261-278.
- TORRE A., 2002, « Les AOC sont-elles des clubs ? Réflexions sur les conditions de l'action collective localisée, entre coopération et règles formelles », *Revue d'Economie Industrielle*, vol. 100, 3^{ème} trimestre, pp. 39-62.
- TORRE A., CARON A., 2005, « Réflexions sur les conséquences négatives de la proximité : le cas des conflits d'usage et de voisinage », *Economie et Institutions*, n° 6-7, 1^{er} et 2^{ème} semestres, pp. 183-220.

Notes

- 1 - Nous nous limitons volontairement à l'analyse économique des SYAL, mais il faut noter l'importance des approches anthropologiques ainsi que les apports de la géographie.
- 2 - Voir l'exemple de l'impact spatial de l'artisanat alimentaire dans la ville de Maroua au Cameroun développé par LOPEZ et MUCHNIK (1997)
- 3 - L'Italie est le berceau de l'association *Slow-food*. Sur la vitalité des productions de qualité en Italie voir http://62.149.204.74/frontend/news/rassegna_stamp

- 4 - Il faut, toutefois, noter que certains produits « typiques » référés à un territoire peuvent connaître une expansion très forte de leur marché et une diffusion parfois internationale, comme le montre le cas de l'Afrique subsaharienne (BOM-KONDE *et al.*, 1998)
- 5 - On peut ainsi citer la diffusion parmi les fromagers et leurs réseaux de fournisseurs de la technique du « Queso mantecoso mejorado » à Cajamarca (BOUCHER, 2004), le traitement thermique du lait à Gloria au Brésil (CERDAN et SAUTIER, 2002), la mise au point d'un nouveau procédé de production du « gari fin » au Bénin (FOURNIER, 2002), etc.
- 6 - On citera l'association des fromagers à Cajamarca (Pérou), le Centre technique de la *panela* dans la vallée du rio Suarez en Colombie, etc.
- 7 - Dans la littérature sur les districts et les clusters ce thème est apparu dès les travaux sur les *impannatori* de Prato. On le retrouve à propos de l'importance des salons professionnels de la chaussure dans les clusters de la vallée de Sinos. Mais on peut également citer le cas des fromagers de la ville de Cajamarca et de leurs liens avec les marchés extérieurs.
- 8 - En l'occurrence le thème de la pluri-spécialisation des SYAL paraît avoir précédé celui de la pluri-spécialisation des SPL, relativement récent (SABEL, 2002).
- 9 - On retrouve dans cet exemple une dimension importante de la qualification, interne à la filière et impliquant des relations entre différents stades de la transformation, mais qui peut être parfois en liaison avec un ancrage territorial des actifs (TALLEC, 2004).
- 10 - Nous reprenons ici la référence à l'élasticité de substitution comme facteur d'évitement de la trappe à sous-développement mis en évidence par LUCAS (1988) dans le cadre de la théorie de la croissance endogène.
- 11 - Par exemple, la mise en place d'une marque collective par les fromagers de Cajamarca au Pérou (BOUCHER, 2004) ou celle d'une route des fromages autour du volcan Turrialba au Costa Rica (BLANCO et RIVEROS, 2004) repose sur une sélection des acteurs concernés et la mise en place de dispositifs d'exclusion qui protègent l'accès à la ressource activée : les fromagers de Cajamarca ont ainsi fait du lobbying auprès de la mairie pour que la vente dans la rue de fromages, qui se faisait dans le quartier où se concentraient leurs boutiques, soit interdite.
- 12 - Par exemple, les producteurs de café sous labellisation bio-équitable au Mexique ou en Amérique Centrale sont regroupés sur une base territoriale et développent une action collective pour la mise en place d'un certain nombre de services à la communauté.
- 13 - Le SPL du décolletage dans la Vallée de l'Arve en France, en est un exemple emblématique.
- 14 - Dans le cas des SPL, le caractère « situé » du processus de production, lorsqu'il se traduit par des compétences et une capacité d'innovation spécifique, peut cependant être la source d'un avantage compétitif sur le marché de la sous-traitance et constituer un relatif rempart contre les processus de « délocalisation » auxquels sont maintenant soumis les SPL des pays du Nord dans les secteurs industriels. Mais la demande finale ne joue pas de rôle dans ce processus de qualification.
- 15 - Les différents systèmes fromagers analysés en Amérique Latine en sont une illustration (foire du fromage pendant la saison touristique à Cajamarca, route du fromage au Turrialba, Ecotourisme à Salinas en Equateur, même nouvelles formes de consommation du fromage de Gloria sur les plages du Nordeste brésilien).
- 16 - L'alimentation des fours des *trapiches* (unités de production de *panela* en Colombie) a conduit à une déforestation importante des zones concernées qui sont des zones de pente. Une des solutions proposées a été de développer l'utilisation de la bagasse, résidu de la canne, comme combustible.
- 17 - Le boom de la production de quinoa « bio-équitable » dans l'Altiplano sud de Bolivie, tiré par la demande d'exportation, a conduit à une descente de la culture des pentes sur le plateau, qui a permis une mécanisation conduisant à la dégradation accélérée de sols particulièrement fragiles en zone semi-aride.

18 - Les débats qui se sont structurés autour de la valorisation de la biodiversité dans les territoires de conservation par un ensemble d'activités tels que la transformation de « produits forestiers non ligneux » (produits de cueillette, plantes médicinales) ou l'écotourisme, font ressortir l'importance de la relation entre les dynamiques territorialisées de ces activités et leur insertion dans des filières dont certaines ont un caractère global (REQUIER-DESJARDINS, 2005). On retrouve logiquement une dimension très présente dans l'analyse économique de la dynamique des SYAL, celle de l'articulation filière-territoire.